

SYNDICAT A VOCATION MULTIPLE DES COMMUNES DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE

Extrait du Registre des Délibérations du Comité Syndical

OBJET : PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE JONQUIERES : CONSULTATION DE LA POPULATION

SEANCE DU 15 MARS 1988
=====

MAIRIE de COMPIEGNE

20. JUIL. 1988

N°

L'An Mil Neuf Cent Quatre Vingt Huit, le quinze mars à 20 H 30, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, Salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Michel WOIMANT, le Comité Syndical formé par l'ensemble des délégués titulaires des Communes constituant le Syndicat à Vocation Multiple de la Région de Compiègne.

Etaient présents : M.M. WOIMANT, DUBOIS, MOUREZ, TERNACLE, CADOT, FRANÇOIS MARSIGNY, MARINI, MAHIEUX, DESBORDES, LE CRENN, MORANCAIS, AUBRY, DUSSART, GARRIGOUX, JUCHAT, LUCAS, ROUSSELET, CARON, CARLUI, BONTEMPS, BOUCHEZ, DEN DHOURY Jean, MOURET, LALAU, DURU, BURGUIERE, Mmes PITTARD et DEFOSSE.

Etaient représentés :

M. LEGENDRE	par	M. WOIMANT
M. PIERRET	par	M. MOUREZ
M. GONNOT	par	M. GARRIGOUX
M. VALLET	par	M. LUCAS
M. BARRETTE	par	M. MAHIEUX
M. DHOURY R.	par	M. BONTEMPS
M. CUEILLE	par	M. DENIS
Mme CACHEUR	par	M. CADOT
M. FRANIATTE	par	M. MARSIGNY

Etait absent : M. DENIELOU

Assistait en outre à cette séance : M. MIANNE, Secrétaire Général

Date de convocation

7.03.1988

Date d'affichage

8.03.1988

Nbre de Membres en exercice

40

Nbre de Membres présents ou représentés : 39

Nombre de votants : 39

DATE DE TRANSMISSION :

RENDU EXECUTOIRE LE :

*
* *

Au nom de la 3ème Commission, M. CARLUY donne lecture au Comité du rapport suivant :

Le président du SIVOM de la Région de COMPIEGNE informe le comité syndical que les dispositions de la loi n° 85-729 du 18 Juillet 1985 relative à la mise en oeuvre des principes d'aménagement et le décret n° 86-521 pris pour son application imposent au comité syndical en vertu de ses compétences déléguées, outre de délibérer sur les objectifs poursuivis lors de la conduite des actions et des opérations d'aménagement concernant le territoire des communes du SIVOM, de définir les modalités d'une concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Vu l'article L 300-1 et suivants et R 300-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

Considérant la délibération du comité syndical de ce jour, relative à la prise en compte des nouveaux objectifs d'orientation du développement de la commune de JONQUIERES ;

Considérant, en particulier, le projet de création d'une zone d'accueil d'activités artisanales sur le territoire de JONQUIERES et le projet de mettre en oeuvre la REVISION du plan d'occupation des sols approuvé le 10 Octobre 1983 ;

Après avoir entendu l'exposé du président du SIVOM et en avoir délibéré, le comité syndical en accord avec le conseil municipal de JONQUIERES

DECIDE d'organiser une concertation de la population de la commune de JONQUIERES en vue de redéfinir l'affectation des sols et de créer ainsi une zone d'activités pour l'implantation de diverses entreprises ;

FIXE les modalités de cette concertation qui débutera à compter du 1er Avril 1988, en liaison avec les Associations locales et la population des Jonquières

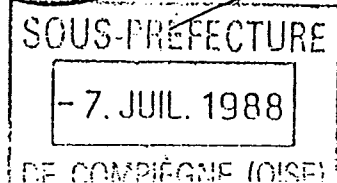
DIT qu'il présentera à cette réunion les éléments du dossier en cours d'étude ou recueillera les observations présentées par les habitants, associations, ou toute personne concernée.

Le Comité Syndical examinera les observations présentées préalablement à l'arrêt du projet définitif de révision du plan d'occupation des sols de Jonquières.

ADOpte PAR LE COMITE
Et ont, les Membres présents, signé après lecture
Pour copie conforme

le Président,

Le Vice-Président,



SYNDICAT A VOCATION MULTIPLE DES COMMUNES DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE

Extrait du Registre des Délibérations du Comité Syndical

OBJET :

P.O.S. DE JONQUIERES : OBJECTIFS
=====

MAIRIE de COMPIEGNE

20. JUIL. 1988

N°

SEANCE DU 15 MARS 1988
=====

L'An Mil Neuf Cent Quatre Vingt Huit, le quinze mars à 20 H 30, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, Salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Michel WOIMANT, le Comité Syndical formé par l'ensemble des délégués titulaires des Communes constituant le Syndicat à Vocation Multiple de la Région de Compiègne.

Etaient présents : M.M. WOIMANT, DUBOIS, MOUREZ, TERNACLE, CADOT, FRANÇOIS, MARSIGNY, MARINI, MAHIEUX, DESBORDES, LE CRENN, MORANCAIS, AUBRY, DUSSART, GARRIGOUX, JUCHAT, LUCAS, ROUSSELET, CARON, CARLUI, BONTEMPS, BOUCHEZ, DENIS DHOURY Jean, MOURET, LALAU, DURU, BURGUIERE, Mmes PITTARD et DEFOSSE.

Etaient représentés :

M. LEGENDRE	par	M. WOIMANT
M. PIERRET	par	M. MOUREZ
M. GONNOT	par	M. GARRIGOUX
M. VALLET	par	M. LUCAS
M. BARRETTE	par	M. MAHIEUX
M. DHOURY R.	par	M. BONTEMPS
M. CUEILLE	par	M. DENIS
Mme CACHEUR	par	M. CADOT
M. FRANIATTE	par	M. MARSIGNY

Etait absent : M. DENIELOU

Assistait en outre à cette séance : M. MIANNE, Secrétaire Général

Date de convocation

7.03.1988

Date d'affichage

8.03.1988

Nombre de Membres en exercice

40

Nombre de Membres présents ou

représentés : 39

Nombre de votants : 39

DATE DE TRANSMISSION :

RENDU EXECUTOIRE LE :

*
* *

Au nom de la 3ème Commission, M. CARLUY donne lecture au Comité du rapport suivant :

Messieurs, Madame,

Il est rappelé au Comité Syndical que l'ouverture de la voie industrielle CD 200 nécessite d'être prise en compte dans les objectifs d'aménagement de la Commune de Jonquières.

Considérant le Plan d'occupation de la Commune de Jonquières approuvé par arrêté préfectoral le 10 Octobre 1983, celui-ci doit être révisé afin de tenir compte de la nouvelle situation ainsi créée.

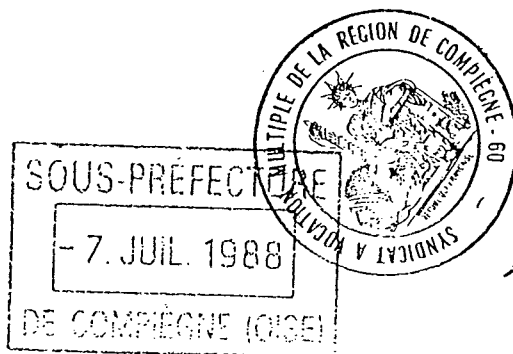
Il est proposé de redéfinir les objectifs d'organisation de l'espace communal de Jonquières et de rectifier les dispositions du P.O.S. qui ne correspondent plus aux exigences actuelles de l'aménagement spatial de la Commune.

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Comité Syndical demande au Président du SIVOM de mettre en oeuvre la révision du P.O.S. de la Commune de Jonquières.

En particulier, il y a lieu de créer une zone d'activités pour permettre l'implantation d'entreprises et de faire une mise à jour globale du document.

ADOpte PAR LE COMITE
Et ont, les Membres présents, signé après lecture
Pour copie conforme
le Président,

Le Vice-Président,



Département de l'Oise
Arrondissement de Compiègne
Canton Compiègne-Sud-Ouest
Commune de JONQUIÈRES 60680

N°

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION

L'an mil neuf cent quatre vingt huit
Le 25 mars

à

vingt heures trente
Le Conseil Municipal

DATE D'AFFICHAGE

légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de

Monsieur CARLUY Jean-Jacques

Étaient présents :

MM CARLUY, GERARD? MECIAR Michel, ROBERT, MECIAR Cahrine, LECLERE,
LEBEAU, DEMARQUET, MORCHAIN, LANCIAUX.

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE

11

PRÉSENTS

10

VOTANTS

10

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents :

MM BALESDDENS excusé

M

a été élu Secrétaire.

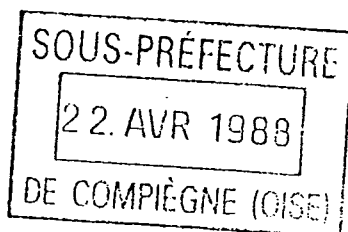
OBJET :

Vu la nécessité de créer une zone artisanale pour
l'implantation de diverses entreprises,

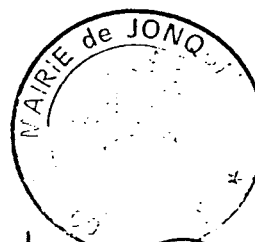
Le Conseil Municipal décide :

- de proposer la modification ou la révision du
plan d'occupation des sols.

MODIFICATION DU P.O.S.



Pour le Maire
l'adjoint



SYNDICAT A VOCATION MULTIPLE DES COMMUNES DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE

Extrait du Registre des Délibérations du Comité Syndical

OBJET : P.O.S. DE JONQUIERES : REVISION
=====

MAIRIE de COMPIÈGNE

22. JUIL. 1988

SEANCE DU 19 AVRIL 1988
=====

L'An Mil Neuf Cent Quatre Vingt-Huit, le DIX NEUF AVRIL à 20 H 30, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Michel WOIMANT, le Comité Syndical formé par l'ensemble des délégués titulaires des Communes constituant le SYndicat à Vocation Multiple de la Région de Compiègne.

Etaient présents : M.M. WOIMANT, DUBOIS, LEGENDRE, MOUREZ, TERNACLE, CADOT, FRANCOIS, PIERRET, MARSIGNY, MAHIEUX, DESBORDES, LE CRENN, MORAN, CAIS, DENIELOU, GONNOT, AUBRY, VALLET, FOUBERT, LUCAS, CARON, CARLUY, BONTEMPS, BOUCHEZ, DHOURY Roger, DHOURY Jean, CUEILLE, DENIS, LALAU, DURU, BURGUIERE, Mme CACHEUR, M. PRUM

Etaient représentés :

M. MARINI par M. LEGENDRE
M. DUSSART par M. LE CRENN
M. GARRIGOUX par M. MAHIEUX
M. BARRETTE par M. VALLET
M. MOURET par M. DUBOIS
M. JUCHAT par M. LUCAS

Etaient absents excusés : Mmes PITTARD et DEFOSSE, M. FRANIATTE

Assistait, en outre, à cette séance : M. MIANNE, Secrétaire Général

SYNDICAT A VOCATION MULTIPLE DES COMMUNES DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE

SIÈGE :
HOTEL DE VILLE DE COMPIÈGNE (OISE)
TÉL. 440.26.00

N° 02/88

A R R E T E

Mettant en oeuvre la procédure de révision du plan d'occupation des sols de la commune de JONQUIERES

Le Président du S. I. V. O. M.,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles R 123.7 et R 123.35 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Jonquières en date du 25 mars 1988, proposant la révision de son Plan d'Occupation des Sols ;

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 19 avril 1988, prescrivant la révision du plan d'occupation des sols, fixant les modalités d'association des personnes publiques autres que l'Etat et demandant la mise à disposition des services de la Direction Départementale de l'Équipement pour l'élaboration de la révision du P. O. S. ;

Vu l'accord entre le Président du S. I. V. O. M. et le Préfet définissant les modalités d'association des services de l'Etat à la révision du P. O. S. ;

Vu la lettre du Préfet définissant les modalités d'association des services de l'Etat à la révision du P. O. S. ;

Vu les lettres des personnes publiques autres que l'Etat ayant demandé à être associées à la révision du plan ;

A R R E T E :

Article 1er

Seront associés à la révision du plan d'occupation des sols au titre des services de l'Etat :

- M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Compiègne ou son Délégué ;
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement, ou son Représentant ;
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture, ou son Représentant ;
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ou son Représentant ;
- M. l'Architecte des Bâtiments de France, ou son Représentant ;
- M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche de Picardie ou son Représentant.

Article 2

Seront associés à la révision du P. O. S. au titre des personnes publiques autres que l'Etat :

- M. le Président du Conseil Général ou son Représentant ;
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oise ou son Représentant ;
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture ou son Représentant.

Article 3

L'association des personnes publiques se fera lors de réunions d'études organisées par le Président du S. I. V. O. M.

Ces réunions auront lieu en tant que de besoin, mais notamment après que les éléments nécessaires à la révision du Plan d'Occupation des Sols auront été portés à la connaissance de la commune avant que le projet de révision du P. O. S. ne soit arrêté, après l'arrêt du projet de révision lorsque les services consultés auront émis leurs avis et après l'enquête publique si nécessaire.

Article 4

L'élaboration technique de la révision du P. O. S. est confiée aux services de la Direction Départementale de l'Equipement.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché en mairie durant un mois et fera l'objet d'une mention dans les deux journaux suivants :

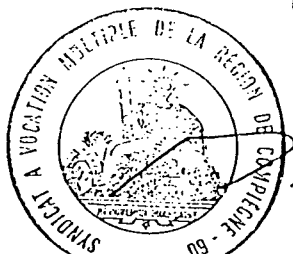
- Le Parisien Libéré
- Le Courrier de l'Oise

Article 6

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées aux articles 1, 2 et 4 ci-dessus, ampliation en sera adressée au Sous-Préfet de l'Arrondissement de Compiègne.

Fait à Compiègne, le 18 octobre 1988

Le Président du S.I.V.O.M.



Département de l'Oise
Arrondissement de Compiègne
Canton Compiègne-Sud-Ouest
Commune de JONQUIÈRES 60680

N°			
----	--	--	--

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION

L'an mil neuf cent *quatre vingt seize*
Le vingt quatre juin à *vingt* heures *trente*
Le Conseil Municipal

DATE D'AFFICHAGE

légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de

Monsieur Jean-Jacques CARLUI, Maire

Étaient présents :

MM CARLUI J.J., GERARD, HORUDKO, HACHET, MIELCAREK, HAMART,
ROMAND, MECIAR. Josiane, LANCIAUX, OBRELSKA, LHERITIER, MORCHAIN

OMBRE DE CONSEILLERS

N EXERCICE

15

PRÉSENTS

12

VOTANTS

12

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : ROBERT, MECIAR Michel, REMAUD

MM

M

a été élu Secrétaire.

OBJET :

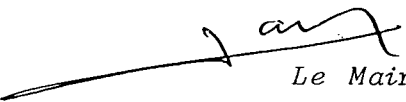
Vu les différentes études et étapes de la révision du
P.O.S.

Le Conseil Municipal demande :

ARRÊT REVISION

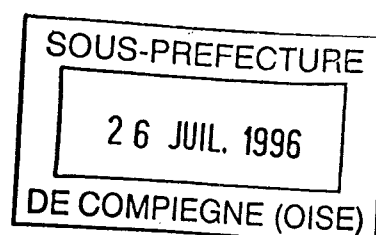
DU P.O.S.

- à Monsieur le Président de prononcer l'arrêt pour la
révision du P.O.S. DE JONQUIERES


Le Maire



J.J. CARLUI



Extrait du Registre des Délibérations du Comité Syndical

OBJET : JONQUIERES : ARRET DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

SÉANCE DU 31 MAI 1996

L'an mil neuf cent quatre vingt seize, le trente et un mai à 20 H 30, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de M. Michel WOIMANT, le Comité Syndical formé par l'ensemble des délégués titulaires des Communes constituant le Syndicat à Vocation Multiple de la Région de COMPIÈGNE.

Etaient présents : MM. WOIMANT - R. TERNACLE - MARINI - FRANÇOIS - CARON - MARSIGNY - Mme VALLÉ - MM. GUESNIER - GARRIGOUX - AUBRY - FOUBERT - de VALROGER - FÉRARY - GUILLEMIN - JOSSE - TRINCHEZ - DELACROIX - CARLUIY - SCHOTT - CHAZAL - HÉRISSON - DURAND - HELLAL - RESSONS - HAZARD - DIAB - LECOMTE - MM. THOBOIS - ANDRUCH - D. TERNACLE -

Etaient absents remplacés par suppléants :

M. PIERRET	par M. LE DOARÉ
Mme PITTARD	par M. QUILLIET
M. GUINET	par M. PAYAN
M. GABRIEL	par M. LUISIN
M. GUERDIN	par M. PIERRE
M. PATRIE	par M. LEGUERY

Etaient représentés :

M. GONNOT	par M. FOUBERT
M. LOUIS	par M. AUBRY
M. JUCHAT	par M. JOSSE
M. LEDAY	par M. WOIMANT
M. LUCAS	par M. GARRIGOUX
M. PAUTET	par M. FÉRARY
Mme COURTALHAC	par M. THOBOIS

- LACHAUSSEE -

Etaient absents et excusés : MM. MORANÇAIS - GAMACHE - BARBELET

Assistaient en outre à cette séance :

- M. HALLO - Directeur du SIVOM
- M. ROUGELOT - Directeur Adjoint du SIVOM
- M. RENAUD - Attaché Territorial

M. LE DOARÉ a été désigné **SECRÉTAIRE** de Séance

DATE DE CONVOCATION

24.05.1996

DATE D'AFFICHAGE

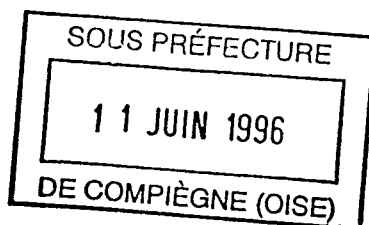
24.05.1996

Nbre de Membres présents

ou représentés : 43

Nbre de Membres en exercice : 47

Nbre de votants : 43



- JONQUIERES : ARRET DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Au nom de la 2ème Commission, M. CARLUY donne lecture au Comité du rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 19 Avril 1988 prescrivant la deuxième révision du POS de JONQUIERES,

Vu l'arrêté du Président du SIVOM n° 02-88 en date du 18 Octobre 1988 mettant en œuvre la procédure de révision du POS pris en application des articles R 123-7 et R 123-35 du Code de l'Urbanisme,

Vu l'avis du Groupe de Travail Urbanisme en date du 15 Mai 1996,

Vu le projet de révision du Plan d'Occupation des Sols et notamment le rapport de présentation, les documents graphiques, le règlement et les annexes,

Considérant que le projet de révision du POS est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration et aux personnes qui ont demandé à être consultées,

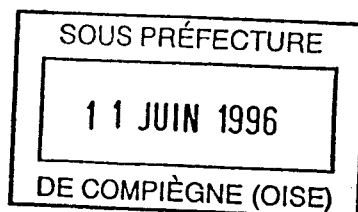
Après en avoir délibéré, le COMITE SYNDICAL :

- DECIDE d'arrêter le projet de révision du POS de JONQUIERES
- PRECISE que le projet de révision du POS sera communiqué pour avis à l'ensemble des personnes publiques associées à la révision du POS mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté susvisé n° 02-88 du 18 Octobre 1988.

ADOPTÉ PAR LE COMITÉ à l'unanimité,
Et, ont les Membres Présents
signé après lecture
Pour Copie Conforme,
Le Président,

Pour Ampliation
Le Directeur

J.Q. HALLO

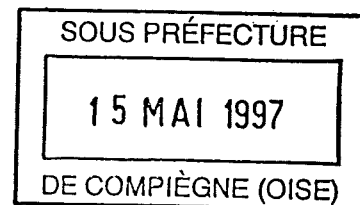


ARRÊTÉ

97.14

**PRESCRIVANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET
DE REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS
DE LA COMMUNE DE JONQUIERES**

Le Président du SIVOM,



- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R 123.11 et R 123.35,
- Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- Vu la délibération en date du 19 avril 1988 prescrivant la révision du POS de JONQUIERES,
- Vu l'arrêté n° 02.88 en date du 18 octobre 1988 mettant en œuvre la procédure de révision du POS,
- Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,
- Vu la délibération en date du 31 mai 1996 arrêtant le projet de POS,
- Vu l'ordonnance en date du 6 mai 1997 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'AMIENS désignant Monsieur Roger LESCUYER, Cadre Administratif (en retraite) demeurant 82 rue Voltaire à PONT STE MAXENCE (60700), en qualité de Commissaire-Enquêteur,
- Vu les propositions émises par le Groupe de Travail Urbanisme en date du 18 avril 1997,
- Vu la délibération du Comité Syndical en date du 13 mai 1997 adoptant les dispositions du POS soumis à enquête publique, après avis des services et des personnes associées.

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision du Plan d'Occupation des Sols de la Commune de JONQUIERES , pour une durée de 31 jours, du 9 juin 1997 au 9 juillet 1997.

ARTICLE 2 :

Monsieur Roger LESCUYER, Cadre Administratif (en retraite), domicilié 82 rue Voltaire à PONT STE MAXENCE (60700), a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur par le Président du Tribunal Administratif par décision en date du 6 mai 1997.

ARTICLE 3 :

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur, seront déposés à la Mairie de JONQUIERES pendant la durée de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie, du 9 juin 1997 au 9 juillet 1997.

ARTICLE 4 :

Le Commissaire-Enquêteur recevra en Mairie le :

- | | |
|-------------------------|----------------------|
| - mardi 17 juin 1997 | de 10 h 00 à 12 h 00 |
| - samedi 21 juin 1997 | de 9 h 30 à 11 h 30 |
| - vendredi 27 juin 1997 | de 10 h 00 à 12 h 00 |
| - mardi 8 juillet 1997 | de 10 h 00 à 12 h 00 |

ARTICLE 5 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre sera clos et signé par le Commissaire-Enquêteur qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre au Président du SIVOM de COMPIEGNE le dossier avec son rapport dans lequel figureront ses conclusions motivées.

ARTICLE 6 :

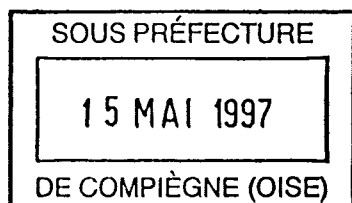
Une copie du rapport du Commissaire-Enquêteur sera adressée à Monsieur le Préfet du Département de l'Oise et au Président du Tribunal Administratif. Le public pourra consulter ce rapport à la Mairie, ainsi qu'au siège du SIVOM, aux jours et heures habituels d'ouverture.

ARTICLE 7 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché notamment à la Mairie, ainsi qu'au siège du SIVOM.

Fait à COMPIEGNE, le 14 mai 1997



Michel WOIMANT

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and strokes, positioned below the printed name.

Président du SIVOM
Conseiller Général de l'Oise



SYNDICAT À VOCATION MULTIPLE DES COMMUNES DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE

Extrait du Registre des Délibérations du Comité Syndical

OBJET : JONQUIERES : REVISION DU POS : EXAMEN DES RESULTATS DE L'ENQUETE PUBLIQUE ET APPLICATION ANTICIPEE PARTIELLE DU POS

SÉANCE DU 28 OCTOBRE 1997

L'an mil neuf cent quatre vingt dix-sept, le vingt-huit Octobre à 20 H 30, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de M. Michel WOIMANT, le Comité Syndical formé par l'ensemble des délégués titulaires des Communes constituant le Syndicat à Vocation Multiple de la Région de COMPIEGNE.

Etaient présents : MM. WOIMANT - R. TERNACLE - FRANÇOIS - PIERRET - CARON - MARSIGNY - GUINET - Mme VALLÉ - MM. GABRIEL - GONNOT - MORANÇAIS - LOUIS - AUBRY - FOUBERT - FÉRARY - GUILLEMIN - LEJEUNE - TRINCHEZ - DELACROIX - CARLUY - SCHOTT - ANDRIEUX - DURAND - HELLAL - RESSONS - RICHARD - Mme COCHET - MM. LECOMTE - THOBOIS - ANDRUCH -

Etaient absents remplacés par suppléants :

Mme PITTARD	par M. QUILLIET
M. GUESNIER	par M. LE DOARÉ
M. GUERDIN	par M. PIERRE
M. DESESSART	par M. LESCOT
M. HAZARD	par M. LEGUÉRY
M. D. TERNACLE	par M. FEUILLET

Etaient représentés :

M. MARINI	par M. WOIMANT
M. GAMACHE	par M. MORANÇAIS
M. JUCHAT	par M. FOUBERT
M. LEDAY	par M. GONNOT
M. de VALROGER	par M. TRINCHEZ
Mme COURTALHAC	par M. THOBOIS

Etaient absents et excusés : MM. GARRIGOUX - BARBELET - JOSSE - LUCAS - PAUTET -

Assistaient en outre à cette séance :

- M. HALLO - Directeur du SIVOM
- M. ROUGELOT - Directeur Adjoint du SIVOM
- M. RENAUD - Attaché Territorial

M. LE DOARÉ a été désigné **SECRÉTAIRE de Séance** du SIVOM DES COMMUNES DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE

DATE DE CONVOCATION
17.10.1997

DATE D'AFFICHAGE
20.10.1997

Nbre de Membres présents
ou remplacés par un suppléant : 36

Nbre de Membres en exercice : 47

Nbre de votants : 42

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

COMPIÈGNE, le 17 NOV 1997

Pour le Président,
Le Directeur



**- JONQUIERES - REVISION DU POS : EXAMEN DES RESULTATS DE L'ENQUETE
PUBLIQUE ET APPLICATION ANTICIPEE PARTIELLE DU POS**

Au nom de la 1^{ère} et 2^{ème} Commissions, M. CARLUY donne lecture
au Comité du rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 123-35;

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 19 Avril 1988
prescrivant la révision du POS de JONQUIERES;

Vu l'arrêté n° 97-14 du Président du SIVOM en date du 14 Mai
1997 prescrivant l'enquête publique sur le projet de POS;

Vu l'avis favorable du Commissaire Enquêteur sur le projet de POS;

Vu le compte-rendu de la réunion de travail en Mairie de
JONQUIERES en date du 30 Septembre 1997 et du Groupe de Travail Urbanisme du 13
Octobre 1997, ayant examiné les résultats de l'enquête publique;

Vu les modifications apportées au projet de POS révisé et
notamment, l'extension de la constructibilité dans le secteur 1 NAe "Les Fortes Terres" et la
réduction de la trame-jardin au lieudit "Les Courtils Elies";

Considérant que les nombreuses observations, lors de l'enquête
publique, sur le secteur du Lainemont rendent nécessaire d'attendre l'achèvement de l'étude
paysagère afin d'améliorer l'intégration du projet dans le site et de revoir l'emprise totale du
programme;

Considérant qu'il est également envisagé de reclasser une partie du
secteur du Clos Lamarre en Nah dans la mesure où il existe de l'autre côté de la rue de
Varanval des habitations construites avant l'approbation du POS de JONQUIERES;

Considérant que le classement "1NAh" sur une profondeur de 50
mètres avec, en fond de parcelles, une indication de trame "plantations à réaliser",
permettrait d'urbaniser de façon harmonieuse l'entrée du village;

Considérant que ces deux modifications sont de nature à remettre
en cause l'économie générale du projet, une nouvelle enquête publique partielle devra être
organisée pour ces deux secteurs.

Sur propositions des Commissions Administration-Finances et
Aménagement-Urbanisme, le Comité Syndical DECIDE d'appliquer par anticipation
l'ensemble des dispositions du POS, à l'exception des dispositions des secteurs pour lesquels
une enquête publique complémentaire s'avère nécessaire.

Cette application anticipée partielle du POS de JONQUIERES
intègre ainsi les applications anticipées des secteurs NAI et du Carmel précédemment
reconduites à diverses reprises.

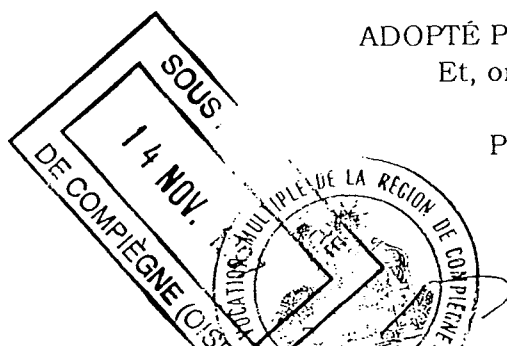
ADOPTÉ PAR LE COMITÉ à l'unanimité,

Et, ont les Membres Présents

signé après lecture

Pour Copie Conforme,

Le Président,



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE
DE
CONVOCATION

L'an mil neuf cent quatre dix sept

Le, 27 novembre à 20h30 heures

Le Conseil Municipal

légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de

Mr Jean-Jacques CARLUIY, Maire.

DATE
D'AFFICHAGE

Etaient présents : Mrs :CARLUIY Jean-Jacques, GERARD, HACHET, LANCIAUX,
MORCHAIN, OBRELSKA, ROBERT

Mmes HAMART, LHERITIER, MECIAR Josiane

PRESENTS

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés : : Mme. BRUNET, Mr HORUDKO

VOTANTS

Absent : Mr. ROMAND

REVIVION
DU
P.O.S.
Examen des résultats
de l'Enquête
Publique et
Application
Anticipée Partielle
du
POS

- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 123-35 ;

- Vu la délibération du Comité Syndical en date du 19 avril 1988 prescrivant la révision du POS de JONQUIERES ;

- Vu L'arrêté n° 97-14 du Président du SIVOM en date du 14 mai 1997 prescrivant l'enquête publique sur le projet de POS ;

- Vu l'avis favorable du Commissaire Enquêteur sur le projet de POS ;

- Vu le compte-rendu de la réunion de travail en Mairie de JONQUIERES en date du 30 septembre 1997 et du groupe de travail Urbanisme du 13 octobre 1997, ayant examiné les résultats de l'enquête publique ;

- Vu les modifications apportées au projet de POS révisé et notamment, l'extension de la constructibilité dans le secteur 1 NAe « Les Fortes Terres » et la réduction de la trame-jardin au lieu dit « Les Courtils Elies » ;

- Considérant que les nombreuses observations, lors de l'enquête publique sur le secteur du Lainemont rendent nécessaire d'attendre l'achèvement de l'étude paysagère afin d'améliorer l'intégration du projet dans le site et de revoir l'emprise totale du programme ;

; - Considérant qu'il est également envisagé de reclasser une partie du secteur du Clos Lamarre en Nah dans la mesure où il existe de l'autre côté de la rue de Varanval des habitations construites avant l'approbation du POS de JONQUIERES;

- Considérant que le classement « 1Nah » sur une profondeur de 50 mètres avec, en fond de parcelles, une indication de trame « plantations à réaliser », permettrait d'urbaniser de façon harmonieuse l'entrée du village ;

- Considérant que ces deux modifications sont de nature à remettre en cause l'économie générale du projet, une nouvelle enquête publique partielle devra être organisée pour ces deux secteurs.

- Le Conseil Municipal de JONQUIERES demande que soit appliqué par anticipation l'ensemble des dispositions du P.O.S. à l'exception des dispositions des secteurs pour lesquels une enquête publique complémentaire est nécessaire.

Le Maire,

Jam
Jean-Jacques





SYNDICAT À VOCATION MULTIPLE DES COMMUNES DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE

Extrait du Registre des Délibérations du Comité Syndical

OBJET : JONQUIERES : REVISION DU POS : EXAMEN DES RESULTATS DE L'ENQUETE PUBLIQUE ET APPLICATION ANTICIPEE PARTIELLE DU POS

SÉANCE DU 28 OCTOBRE 1997

L'an mil neuf cent quatre vingt dix-sept, le vingt-huit Octobre à 20 H 30, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de M. Michel WOIMANT, le Comité Syndical formé par l'ensemble des délégués titulaires des Communes constituant le Syndicat à Vocation Multiple de la Région de COMPIEGNE.

Etaient présents : MM. WOIMANT - R. TERNACLE - FRANÇOIS - PIERRET - CARON - MARSIGNY - GUINET - Mme VALLÉ - MM. GABRIEL - GONNOT - MORANÇAIS - LOUIS - AUBRY - FOUBERT - FÉRARY - GUILLEMIN - LEJEUNE - TRINCHEZ - DELACROIX - CARLUY - SCHOTT - ANDRIEUX - DURAND - HELLAL - RESSONS - RICHARD - Mme COCHET - MM. LECOMTE - THOBOIS - ANDRUCH -

Etaient absents remplacés par suppléants :

Mme PITTARD	par M. QUILLIET
M. GUESNIER	par M. LE DOARÉ
M. GUERDIN	par M. PIERRE
M. DESESSART	par M. LESCOT
M. HAZARD	par M. LEGUÉRY
M. D. TERNACLE	par M. FEUILLET

Etaient représentés :

M. MARINI	par M. WOIMANT
M. GAMACHE	par M. MORANÇAIS
M. JUCHAT	par M. FOUBERT
M. LEDAY	par M. GONNOT
M. de VALROGER	par M. TRINCHEZ
Mme COURTALHAC	par M. THOBOIS

Etaient absents et excusés : MM. GARRIGOUX - BARBELET - JOSSE - LUCAS - PAUTET -

Assistaient en outre à cette séance :

- M. HALLO - Directeur du SIVOM
- M. ROUGELOT - Directeur Adjoint du SIVOM
- M. RENAUD - Attaché Territorial

M. LE DOARÉ a été désigné **SECRÉTAIRE de Séance**
SIVOM DES COMMUNES DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE

DATE DE CONVOCATION
17.10.1997

DATE D'AFFICHAGE
20.10.1997

Nbre de Membres présents
ou remplacés par un suppléant : 36

Nbre de Membres en exercice : 47

Nbre de votants : 42

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

COMPIÈGNE, le 17 NOV 1997

Pour le Président,
Le Directeur



1000 GUY HALLO

**- JONQUIERES - REVISION DU POS : EXAMEN DES RESULTATS DE L'ENQUETE
PUBLIQUE ET APPLICATION ANTICIPEE PARTIELLE DU POS**

Au nom de la 1^{ère} et 2^{ème} Commissions, M. CARLUY donne lecture
au Comité du rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 123-35;

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 19 Avril 1988
prescrivant la révision du POS de JONQUIERES;

Vu l'arrêté n° 97-14 du Président du SIVOM en date du 14 Mai
1997 prescrivant l'enquête publique sur le projet de POS;

Vu l'avis favorable du Commissaire Enquêteur sur le projet de POS;

Vu le compte-rendu de la réunion de travail en Mairie de
JONQUIERES en date du 30 Septembre 1997 et du Groupe de Travail Urbanisme du 13
Octobre 1997, ayant examiné les résultats de l'enquête publique;

Vu les modifications apportées au projet de POS révisé et
notamment, l'extension de la constructibilité dans le secteur 1 NAe "Les Fortes Terres" et la
réduction de la trame-jardin au lieudit "Les Courtils Elies";

Considérant que les nombreuses observations, lors de l'enquête
publique, sur le secteur du Lainemont rendent nécessaire d'attendre l'achèvement de l'étude
paysagère afin d'améliorer l'intégration du projet dans le site et de revoir l'emprise totale du
programme;

Considérant qu'il est également envisagé de reclasser une partie du
secteur du Clos Lamarre en Nah dans la mesure où il existe de l'autre côté de la rue de
Varanval des habitations construites avant l'approbation du POS de JONQUIERES;

Considérant que le classement "1NAh" sur une profondeur de 50
mètres avec, en fond de parcelles, une indication de trame "plantations à réaliser",
permettrait d'urbaniser de façon harmonieuse l'entrée du village;

Considérant que ces deux modifications sont de nature à remettre
en cause l'économie générale du projet, une nouvelle enquête publique partielle devra être
organisée pour ces deux secteurs.

Sur propositions des Commissions Administration-Finances et
Aménagement-Urbanisme, le Comité Syndical DECIDE d'appliquer par anticipation
l'ensemble des dispositions du POS, à l'exception des dispositions des secteurs pour lesquels
une enquête publique complémentaire s'avère nécessaire.

Cette application anticipée partielle du POS de JONQUIERES
intègre ainsi les applications anticipées des secteurs NAI et du Carmel précédemment
reconduites à diverses reprises.

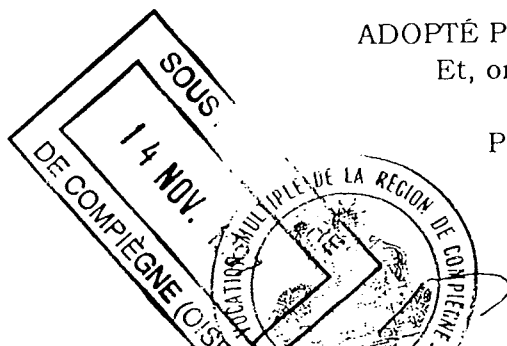
ADOPTÉ PAR LE COMITÉ à l'unanimité,

Et, ont les Membres Présents

signé après lecture

Pour Copie Conforme,

Le Président,



[Handwritten signature]

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE
DE
CONVOCATION

L'an mil neuf cent quatre vingt dix huit

DATE
D'AFFICHAGE

Nombre
de conseillers
En exercice 13
Présents 11

Le, 28 septembre à 20h30 heures
Le Conseil Municipal
légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de
Mr Jean-Jacques CARLUY, Maire.

Etaient présents : Mrs. CARLUY, GERARD, HACHET, HORUDKO, LANCIAUX,
ROBERT, ROMAND.

Mmes : BRUNET C, HAMART F, LHERITIER N, MECIAR J.

Absents excusés Mrs : MORCHAIN OBRELSKA

Formant la majorité des membres en exercice.

Votants 11

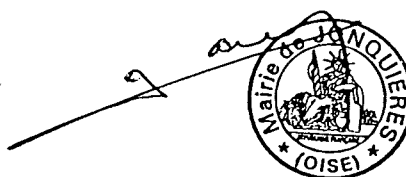
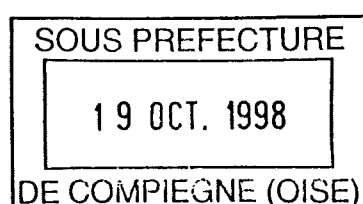
Suite à l'étude paysagère du Lainemont et au reclassement
d'une partie de la zone du Clos Lamarre en zone NAh.

Le Conseil Municipal décide :

- d'approuver ces 2 modifications et leur zonage.
- de soumettre à une enquête publique complémentaire ces 2 secteurs modifiés..

Le Maire

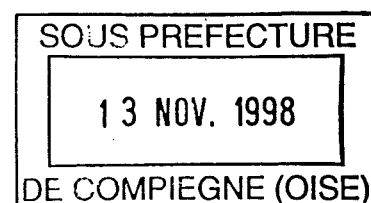
Jean-Jacques CARLUY



ARRÊTÉ

98.07

**PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE COMPLEMENTAIRE SUR LE PROJET
DE REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS
DE LA COMMUNE DE JONQUIERES**



Le Président du SIVOM,

- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R 123-11 et R 123-35,
- Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- Vu la délibération du Comité Syndical en date du 19 avril 1988 prescrivant la révision du POS de JONQUIERES,
- Vu l'arrêté n° 02.88 en date du 18 octobre 1988 mettant en œuvre la procédure de révision du POS,
- Vu la délibération du Comité Syndical en date du 31 mai 1996 arrêtant le projet de POS,
- Vu les propositions émises par le Groupe de Travail Urbanisme en date du 18 avril 1997,
- Vu l'ordonnance en date du 6 mai 1997 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'AMIENS désignant Monsieur Roger LESCUYER, Cadre Administratif (en retraite) demeurant 82 rue Voltaire à PONT STE MAXENCE (60700), en qualité de Commissaire-Enquêteur,
- Vu la délibération du Comité Syndical en date du 13 mai 1997 adoptant les dispositions du POS à soumettre à enquête publique, après avis des services et des personnes associées,
- Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,
- Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 9 juin au 9 juillet 1997 en Mairie de JONQUIERES et le rapport du Commissaire-Enquêteur, notamment les observations concernant le Lainemont et le Clos Lamarre,
- Vu la délibération du Comité Syndical en date du 28 octobre 1997 décidant l'application anticipée de l'ensemble des dispositions du Plan d'Occupation des Sols de JONQUIERES, à l'exception de celles correspondant aux secteurs du Clos Lamarre et du Lainemont,

- Vu l'ordonnance en date du 14 septembre 1998 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'AMIENS désignant Monsieur Roger LESCUYER, Cadre Administratif (en retraite) demeurant 82 rue Voltaire à PONT STE MAXENCE (60700), en qualité de Commissaire-Enquêteur,

- Vu la délibération du Comité Syndical en date du 29 septembre 1998 prescrivant une enquête publique complémentaire pour les deux secteurs du Lainemont et du Clos Lamarre,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique complémentaire sur le projet de révision du Plan d'Occupation des Sols de la Commune de JONQUIERES, pour une durée de 39 jours, du 2 décembre 1998 au 9 janvier 1999.

ARTICLE 2 :

Monsieur Roger LESCUYER, Cadre Administratif (en retraite) domicilié 82 rue Voltaire à PONT STE MAXENCE (60700), a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur par le Président du Tribunal Administratif par décision en date du 14 septembre 1998.

ARTICLE 3 :

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur, seront déposés à la Mairie de JONQUIERES pendant la durée de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie, du 2 décembre 1998 au 9 janvier 1999.

ARTICLE 4 :

Le Commissaire-Enquêteur recevra en Mairie le :

- | | |
|-----------------------------|----------------------|
| - Mercredi 9 décembre 1998 | de 17 h 00 à 19 h 00 |
| - Mercredi 23 décembre 1998 | de 9 h 30 à 11 h 30 |
| - Mercredi 30 décembre 1998 | de 17 h 00 à 19 h 00 |
| - Samedi 9 janvier 1999 | de 9 h 30 à 11 h 30 |

ARTICLE 5 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre sera clos et signé par le Commissaire-Enquêteur qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre au Président du SIVOM de COMPIEGNE le dossier avec son rapport dans lequel figureront ses conclusions motivées.

ARTICLE 6 :

Une copie du rapport du Commissaire-Enquêteur sera adressée à Monsieur le Préfet du Département de l'Oise et au Président du Tribunal Administratif. Le public pourra consulter ce rapport à la Mairie, ainsi qu'au siège du SIVOM, aux jours et heures habituels d'ouverture.

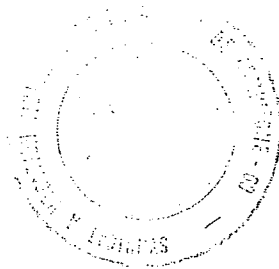
ARTICLE 7 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

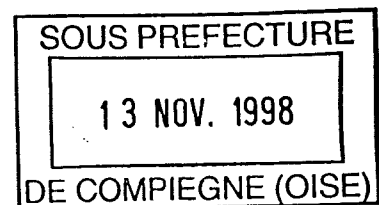
Cet avis sera affiché notamment à la Mairie ainsi qu'au siège du SIVOM.

Fait à COMPIEGNE, le 13 novembre 1998

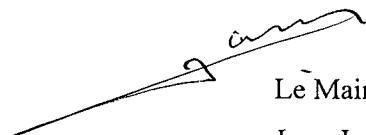
Le Président,

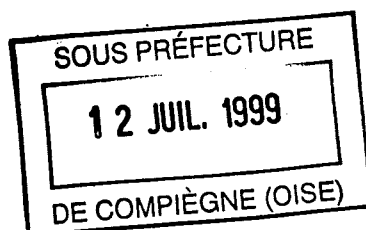


Michel WOIMANT
Vice-Président
du Conseil Général de l'Oise



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCACTION	L'an mil neuf cent quatre vingt dix neuf
DATE D'AFFICHAGE	Le, 17 mai à 20h30 heures Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Mr Jean-Jacques CARLUY, Maire.
Nombre de conseillers	<u>Présents</u> : Mrs :CARLUY Jean-Jacques, GERARD, HACHET, HORUDKO, LANCIAUX, ROBERT, ROMAND.
En exercice 13	Mmes BRUNET , HAMART , LHERITIER , MECIAR .
Présents 11	<u>Absents excusés</u> : Mrs :MORCHAIN, OBRELSKA.
Votants 12	Formant la majorité des membres en exercice.
2 ^{ème} révision du P.O.S.	<ul style="list-style-type: none">- Vu les conclusions du Commissaire enquêteur après enquête publique pour la 2^{ème} révision du P.O.S. concernant le futur quartier du Lainemont et l'entrée Est du village.- Vu l'avis favorable qu'il en résulte.- Le classement de la Zone du Lainemont sera 1 NAh - 2NAh - 1 NAL <p>Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité cette révision.</p> <div> Le Maire, Jean-Jacques CARLUY</div>



Extrait du Registre des Délibérations du Comité Syndical

OBJET : REVISION DU POS DE JONQUIÈRES : EXAMEN DES OBSERVATIONS DE L'ENQUETE PUBLIQUE COMPLEMENTAIRE AVANT APPROBATION

SÉANCE DU 18 MAI 1999

L'an mil neuf cent quatre vingt dix-neuf, le dix-huit Mai à 20 H 30, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de M. Michel WOIMANT, le Comité Syndical formé par l'ensemble des délégués titulaires des Communes constituant le Syndicat à Vocation Multiple de la Région de COMPIEGNE.

Etaient présents : MM. WOIMANT - R. TERNACLE - FRANÇOIS - PIERRET - CARON - GUINET - LE DOARÉ - GUESNIER - GABRIEL - AUBRY - FOUBERT - JUCHAT - BARBELET - FERARY - GUILLEMIN - LE JEUNE - TRINCHEZ - GUERDIN - DELACROIX - CARLÛY - SCHOTT - ANDRIEUX - DESESSART - DURAND - HELLAL - RESSONS - LEGUERY - M. LECOMTE - Mme COURTALHAC - M. ANDRUCH -

Etaient absents remplacés par suppléants :

Mme PITTARD	par M. QUILLIET
M. MARSIGNY	par M. LUISIN
Mme COCHET	par M. HERBET

Etaient représentés :

M. MARINI	par M. WOIMANT
M. GONNOT	par M. FOUBERT
M. MORANÇAIS	par M. FERARY
M. LOUIS	par M. AUBRY
M. GAMACHE	par M. JUCHAT
M. de VALROGER	par M. TRINCHEZ
M. JOSSE	par M. GUILLEMIN
M. RICHARD	par M. RESSONS

Etaient absents et excusés : MM. GARRIGOUX - LEDAY - LUCAS - PAUTET - THOBOIS - D. TERNACLE.

Assistaient en outre à cette séance :

- M. HALLO - Directeur du SIVOM
- M. ROUGELOT - Directeur Adjoint du SIVOM
- Mme DAO-VARIERAS - Ingénieur Subdivisionnaire

M. LE DOARÉ a été désigné **SECRÉTAIRE de Séance**

DATE DE CONVOCATION

11.05.1999

DATE D'AFFICHAGE

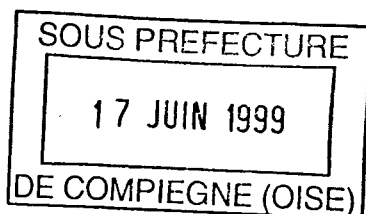
11.05.1999

Nbre de Membres présents

ou remplacés par un suppléant : 33

Nbre de Membres en exercice : 47

Nbre de votants : 41



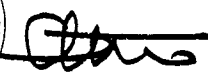
SIVOM DES COMMUNES DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

COMPIÈGNE, le **17 JUN 1999**

Pour le Président,
Le Directeur




Jean-Guy HALLO

**- REVISION DU POS DE JONQUIERES : EXAMEN DES OBSERVATIONS DE L'ENQUETE
PUBLIQUE COMPLEMENTAIRE AVANT APPROBATION**

Au nom de la 2^{ème} Commission, M. CARLUY donne lecture au
Comité du rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R 123-12 et
R 123-15,

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 19 Avril 1988
prescrivant la révision du POS de JONQUIERES,

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 31 Mai 1996
arrêtant le projet de révision du POS,

Vu l'arrêté n° 97-14 du Président du SIVOM en date du 14 Mai
1997 prescrivant l'Enquête Publique sur le projet de révision du POS de JONQUIERES,

Vu l'avis du Groupe de Travail Urbanisme en date du 13 Octobre
1997,

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 28 Octobre 1997
décidant une application anticipée sur la quasi-totalité des dispositions du POS de
JONQUIERES et prescrivant une enquête publique complémentaire sur les secteurs du Clos
Lamarre et du Lainemont,

Vu l'arrêté n° 98-07 du Président du SIVOM en date du 13
Novembre 1998 prescrivant l'enquête publique complémentaire pour les secteurs du
Lainemont et du Clos Lamarre,

Vu l'avis favorable du Commissaire Enquêteur sur les dispositions
du POS soumises à enquête publique complémentaire,

Vu l'avis du Groupe de Travail Urbanisme réuni le 4 Mai 1999,
ayant examiné les résultats de l'enquête publique complémentaire,

A l'issue de cette nouvelle enquête publique, qui s'est déroulée en
Mairie de JONQUIERES du 2 décembre 1998 au 9 janvier 1999, et après examen des
remarques formulées, il a été apporté une modification au projet. En effet, le secteur du
Lainemont, qui doit encore faire l'objet d'études approfondies avant son aménagement, est
divisé en zones 1 NAh et 2 Nah, correspondant à la première et à la seconde phase
d'aménagement du quartier du Lainemont.

Le reste des dispositions du dossier de révision du POS de
JONQUIERES est inchangé.

Sur proposition de la Commission Aménagement-Urbanisme, le
Comité Syndical DECIDE d'approuver la révision du projet de POS en intégrant cette
modification de zonage, tel qu'il est annexé à la présente délibération.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie de
JONQUIERES et au SIVOM durant un mois, et d'une mention dans deux journaux locaux.

Le POS approuvé est tenu à la disposition du public à la Mairie de
JONQUIERES et au SIVOM aux jours et heures habituels d'ouverture.

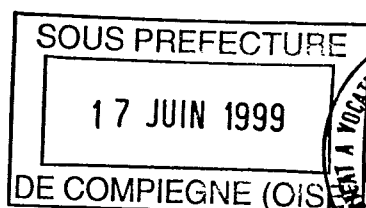
ADOPTÉ PAR LE COMITÉ à l'unanimité,

Et, ont les Membres Présents

signé après lecture

Pour Copie Conforme,

Le Président,

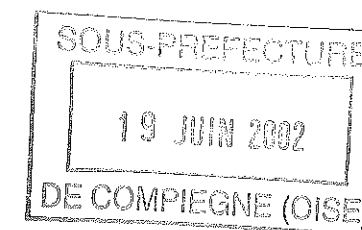


A handwritten signature in black ink, appearing to read "Michel Woimant".

Michel WOIMANT

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
DE LA REGION DE COMPIEGNE**

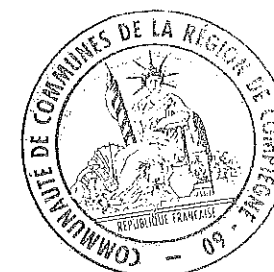
**COMMUNE DE JONQUIERES
(60680)**



**MODIFICATION N° 1 DU
PLAN D'OCCUPATION DES SOLS**

0 ACTES ADMINISTRATIFS

APPROBATION



Vu pour être annexé à la
délibération du conseil
Communautaire
du 16 MAI 2002

Le Président de la Communauté de
Communes de la Région de Compiègne

D.D.E. de L'OISE - DAMAT de Compiègne - Conducteur d'Opération

Atelier René MAISON - URBANISTE

ARRÊTÉ

2002-01

**ARRÊTÉ DE PRESCRIPTION DE MISE A ENQUÊTE PUBLIQUE
DU PROJET DE MODIFICATION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS
DE LA COMMUNE DE JONQUIERES**

Le Président de la Communauté de Communes,

- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R 123-11 et R 123-34 ;
- Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement et le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié par le décret n° 93-245 du 25 février 1993 relatif au champ d'application des enquêtes publiques ;
- Vu la délibération du Comité Syndical en date du 18 mai 1999 approuvant la révision du Plan d'Occupation des Sols de Jonquières;
- Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;
- Vu la décision en date du 18 décembre 2001 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'Amiens désignant Monsieur LESCUYER Cadre Administratif demeurant rue Voltaire à PONT SAINT-MAXENCE (60700) en qualité de commissaire enquêteur.

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification du POS de JONQUIERES pour une durée de 31 jours du 4 février 2002 au 6 mars 2002.

ARTICLE 2 :

Monsieur LESCUYER a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur par le président du Tribunal Administratif

ARTICLE 3 :

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur, seront déposés à la Mairie de Jonquières pendant 31 jours, du 4 février 2002 au 6 mars 2002, aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 4 :

Le Commissaire-Enquêteur recevra à la Mairie de Jonquières les :

- | | |
|----------------------------|----------------------|
| - Vendredi 15 février 2002 | de 9 h 30 à 11 h 30 |
| - Samedi 23 février 2002 | de 9 h 30 à 11 h 30 |
| - Mercredi 6 mars 2002 | de 16 h 00 à 18 h 00 |

ARTICLE 5 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, le registre sera clos et signé par le Commissaire-Enquêteur qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre au Président de la Communauté de Communes de la Région de Compiègne le dossier avec son rapport dans lequel figureront ses conclusions motivées.

ARTICLE 6 :

Une copie du rapport du Commissaire-Enquêteur sera adressée à Monsieur le Préfet du Département de l'Oise et au Président du Tribunal Administratif. Le public pourra consulter ce rapport à la Mairie de Jonquières, ainsi qu'au siège de la Communauté de Communes de la Région de Compiègne, aux jours et heures habituels d'ouverture.

ARTICLE 7 :

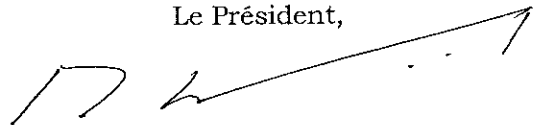
Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché notamment à la Mairie, ainsi qu'au siège de la Communauté de Communes de la Région de Compiègne, et publié par tout autre procédé en usage dans la commune de Jonquières.

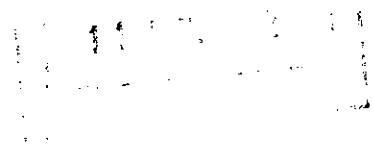
Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

Fait à COMPIEGNE, le 8 janvier 2002

Le Président,



Michel WOIMANT



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

S E A N C E D U 1 6 M A I 2 0 0 2

I – URBANISME

**1) JONQUIERES – MODIFICATION DU POS : APPROBATION APRES
ENQUETE PUBLIQUE**

L'an deux mil deux, le seize mai à 20 h 30, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Compiègne, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Michel WOIMANT, le Conseil Communautaire formé par l'ensemble des délégués titulaires des communes constituant la Communauté de Communes de la Région de Compiègne.

Etaient présents

MM. WOIMANT – TERNACLE – MARINI - FRANÇOIS – DE VALROGER - GUESNIER – DESESSART – PORTEBOIS – JEANNEROT – BASTIDE – Mmes COUTANT – MALARD – BAUDOUIN GUYOT – MM. CARPENTIER - DUPUY de MERY - FOUBERT – Mme FRANÇOIS – MM. GONNOT (jusqu'au chapitre IV inclus) - LE CARRERES – Mme LEGROS - MM. PAUQUET – QUETEL - TRINCHEZ – Mmes TROUSSELLE - VEZIER – MM. VIAULT - PIERRET – CARLUIY - MANTEAUX – VALLÉE – DURAND – Mme COCHET – M. LEGUERY – Mme MULLER – MM. GRANIER – MINOT – LOYE – LESNE.

Etaient absents remplacés par suppléant

M. GUERDIN
M. HELLAL
M. RESSONS
M. LECOMTE
Mme FRESCH
M. CHEVALIER

M. PIERRE
M. CABADET
M. HERBET
M. LEBOEUF
M. ZWICK
M. RAVASIO

Etaient représentés

Mme CHARLETY
M. LEDAY
Mme VIVE

M. CARPENTIER
M. LE CARRERES
M. VIAULT

Etaient absents excusés : Néant

Assistaient en outre à cette séance

M. HALLO - Directeur Général des Services de la Communauté de Communes
M. ROUGELOT - Directeur Général Adjoint
M. HUET – Directeur Général Adjoint

M. QUETEL a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 03/05/2002

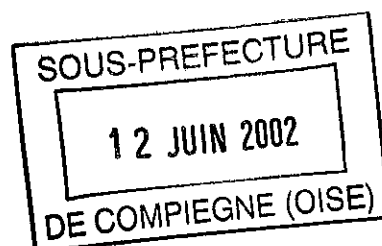
Date d'affichage : 06/05/2002

Nombre de membres présents

ou remplacés par un suppléant : 44 (jusqu'au chapitre IV inclus)
43 (à partir du chapitre V)

Nombre de membres en exercice : 47

Nombre de votants : 47 (jusqu'au chapitre IV inclus)
46 (à partir du chapitre V)



I - URBANISME

1) JONQUIERES – MODIFICATION DU POS : APPROBATION APRES ENQUETE PUBLIQUE

Au nom de la 2^{ème} Commission, M. CARLUY donne lecture au Conseil du rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 123-13 ;

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 18 mai 1999 approuvant la révision du Plan d'Occupation des Sols de Jonquières ;

Vu l'arrêté n° 2002-01 du Président en date du 8 janvier 2002 prescrivant la mise à enquête publique du projet de modification du POS de la commune de Jonquières ;

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur ;

Vu le Groupe de Travail Urbanisme du 25 avril 2002 ayant examiné les résultats de l'enquête publique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Jonquières en date du 14 mai 2002 adoptant le projet de POS modifié ;

Considérant que le projet de modification du POS de Jonquières tel qu'il est présenté au Conseil Communautaire est prêt à être approuvé et sur proposition de la Commission Aménagement-Urbanisme, le Conseil Communautaire après en avoir délibéré, DECIDE d'approuver la modification du POS de Jonquières.

Conformément aux articles R 123-24 et 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie de Jonquières ainsi qu'au siège de la Communauté de Communes de la Région de Compiègne durant un mois et une mention paraîtra dans un journal : Le Parisien.

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE à l'unanimité,
Et ont, les membres présents, signé après lecture,
Pour copie conforme,

Le Président,



Michel WOIMANT

